

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15, place de la République
28019 Chartres

Chartres, le 27/08/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/11/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PAULSTRA

26, Boulevard Péringondas
ZA Parc de Beauvoir
28200 Châteaudun

Références : VAT20250338
Code AIOT : 0010000313

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/11/2024 dans l'établissement PAULSTRA implanté 26, Boulevard Péringondas ZA Parc de Beauvoir 28200 Châteaudun. L'inspection a été annoncée le 22/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PAULSTRA
- 26, Boulevard Péringondas ZA Parc de Beauvoir 28200 Châteaudun
- Code AIOT : 0010000313
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société PAULSTRA bénéficie de l'arrêté préfectoral du 04 juillet 2012 l'autorisant à exploiter en régularisation une installation de fabrication d'éléments anti-vibratoires à base de caoutchouc et de métal.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Sécheresse

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Émergence NC2 et D2 – VI 21/09/2021	Arrêté Préfectoral du 04/07/2012, article 6.2.2	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	60 jours
4	Valeurs limites d'émission Conduit n°6 NC3 – VI 21/09/21	Arrêté Préfectoral du 04/07/2012, article 3.2.4.4	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	2 mois
5	Valeurs limites d'émission Conduit n°7 NC3 – VI 21/09/21	Arrêté Préfectoral du 04/07/2012, article 3.2.4.4	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	2 mois
9	Valeurs limites d'émission Rejets aqueux n°2 NC4 – VI 21/09/21	Arrêté Préfectoral du 04/07/2012, article 4.3.9.1	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	60 jours
10	Valeurs limites d'émission Rejets aqueux n°3 NC4 – VI 21/09/21	Arrêté Préfectoral du 04/07/2012, article 4.3.9.2	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	60 jours
11	Vitesse d'éjection des gaz NC5 – VI 21/09/21	Arrêté Préfectoral du 04/07/2012, article 3.2.3	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	60 jours
12	Produits incompatibles NC6 – VI 21/09/21	Arrêté Préfectoral du 04/07/2012, article 7.6.5	Susceptible de suites	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
13	Atex et mention des risques NC7 – VI 21/09/21	Arrêté Préfectoral du 04/07/2012, article 7.2.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Mise en demeure, respect de prescription	60 jours
14	Débit des poteaux incendie NC8 – VI 21/09/21	Arrêté Préfectoral du 04/07/2012, article 7.7.3	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	60 jours
15	Programme d'action D1 – VI 21/09/21	Arrêté Préfectoral du 21/06/2013, article 4	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	60 jours
17	Entretien des moyens d'intervention D3 – VI 21/09/21	Arrêté Préfectoral du 04/07/2012, article 7.7.2	Susceptible de suites	Mise en demeure, respect de prescription	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Valeurs limites d'émission conduit 4 NC3 – VI 21/09/21	Arrêté Préfectoral du 04/07/2012, article 3.2.4.4	Susceptible de suites	Sans objet
3	Valeur limite d'émission Conduit n°5	Arrêté Préfectoral du 04/07/2012, article 3.2.4.4	/	Sans objet
6	Valeurs limites d'émission Conduit n°8	Arrêté Préfectoral du 04/07/2012, article 3.2.4.4	/	Sans objet
7	Valeur limite d'émission Conduit n°9 NC3 - VI	Arrêté Préfectoral du 04/07/2012, article 3.2.4.4	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	NC3 - VI 21/09/21			
8	Mesures de température et pH NC4 – VI 21/09/21	Arrêté Préfectoral du 04/07/2012, article 4.3.7	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
16	Conformités des installations électriques D3 – VI 21/09/21	Arrêté Préfectoral du 04/07/2012, article 7.3.3	Susceptible de suites	Sans objet
18	Sécheresse	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les fiches de constats ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Émergence NC2 et D2 – VI 21/09/2021

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/07/2012, article 6.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions sonores
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 17/10/2023 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>Pour un niveau de bruit ambiant supérieur à 45 dB(A) existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement), l'émergence admissible est de :</p> <p>5 dB(A) pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés</p> <p>3 dB(A) pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés</p>
Constats : <p>Le porter à connaissance du 08/09/2022 indique que l'arrêté préfectoral du 04/07/2012 fixe à son article 6.2.2 des valeurs limites d'émergence en ZER basées sur l'arrêté ministériel du 23/01/1997. Les ZER identifiées dans l'arrêté préfectoral du 04/07/2012 sont situées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - à 60 m au Nord du site (habitation individuelle) Point E4 ; - à 45 m au Nord-Est du site (2 habitations) : Point E3

- à 30 m à l'Est du site (immeubles et habitations boulevard de Péringondas) : point E2
- à 30 m à l'Ouest du site (habitation de la rue de Donnemain) Point E1 (N°13 rue de Donnemain).
L'exploitant a fait des campagnes de mesure les 1er et 2 décembre 2015, les 25 et 26 février 2019 et 12 janvier 2022.

Les résultats montre

- aucun dépassement d'émergence au point E1 sur les trois périodes de mesure en période diurne;
- **des dépassements d'émergences en 2015 et 2019 (expliqués par l'exploitant dans son PAC) mais pas en 2022 au point E1 en période nocturne;**
- aucun dépassement d'émergence au point E2 en 2015 et 2019 mais un dépassement en 2022 (7 dB pour 5 dB) en période diurne (circulation?);
- **un dépassement d'émergence au point E2 en 2015 (12 dB) et 2022 (7.5 dB) en période nocturne;**
- aucun dépassement d'émergence au point E3 en 2015 et 2019 mais montrent un dépassement en 2022 (6.5 dB pour 5 dB) en période diurne;
- **des dépassements d'émergence au point E3 en 2015, 2019 et 2022 en période nocturne (plus de 10 dB pour 3 dB).** L'exploitant indique que l'habitation en E3 est devenue la propriété de la société PAULSTRA selon l'exploitant (PAC);
- aucun dépassement d'émergence au point E4 en période diurne et nocturne qui est aussi devenu la propriété de Paulstra selon le PAC.

L'exploitant propose de supprimer les points E3 et E4.

Lors de l'inspection du 21 septembre 2021, il a été constaté un dépassement de l'émergence de bruit admissible aux points de mesures E1 et E3. Une nouvelle campagne de mesure des niveaux sonores a été réalisée en 2022. Elle montre des dépassements d'émergence aux points E2 et E3 en période diurne et nocturne.

L'exploitant a indiqué dans son porter à connaissance que l'habitation située en E3 est devenue la propriété foncière de la société Paulstra. Ce point de mesure de l'émergence en Zone à Émergence Réglementée n'est plus adapté.

Concernant le point E2, près de l'entrée de la société à l'Est, le porter à connaissance indique que la circulation au niveau du boulevard Peringondas peut expliquer au moins en partie ce dépassement. Le porter à connaissance suggère de supprimer ce point car les niveaux de bruit moyen en ce point sont quasiment systématiquement supérieurs aux niveaux de bruits relevés en limite de propriété Est en L7.

Il appartient à l'exploitant de proposer un point de mesure du niveau d'émergence représentatif en remplacement du point E2 pour estimer l'impact de l'installation sur les habitations de cette zone.

Ce point fera l'objet d'un courrier de demande de complément à l'exploitant dans le cadre de l'instruction du porter à connaissance de décembre 2022.

L'instruction du porter à connaissance n'étant pas terminée, cet écart est relevé pour en garder la mémoire.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 2 : Valeurs limites d'émission conduit 4 NC3 – VI 21/09/21

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/07/2012, article 3.2.4.4

Thème(s) : Risques chroniques, Rejet gazeux

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 17/10/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Rejets atmosphériques issus du traitement de surface (conduits 4 à 9) Les rejets atmosphériques issus de la chaîne de traitement de surface (zingage, phosphatation et dégraissage) respectent les valeurs limites d'émission suivantes : Les valeurs limites d'émission suivantes sont des valeurs moyennes journalières.

a) conduit n°4 : sortie du laveur de la chaîne de Zingage (SLETI)

Acidité totale exprimée en H : Concentration 0.5 mg/Nm3 Flux 11.7 g/h

Chrome total : Concentration 0.2 mg/Nm3 Flux 0.1 g/h

Acide chlorhydrique : Concentration 30 mg/Nm3 Flux 702 g/h

Zinc : Concentration 0.5 mg/Nm3 Flux 1 g/h

Nickel : Concentration 0.1 mg/Nm3 Flux 1 g/h

Alcalins (exprimés en OH) : Concentration 10 mg/Nm3 flux 234 g/h

Nox exprimé en équivalent NO2 : Concentration 200 mg/Nm3 flux 4680 g/h

Constats :

Lors de l'inspection du 17/10/2023, il a été constaté que la concentration en alcalins dépasse la valeur limite autorisée lors des analyses des rejets atmosphériques de l'année 2022.

Les résultats obtenus le 03 octobre 2024 montrent :

- Une absence de détection d'acidité totale, acide chlorhydrique et de NOx dans les rejets atmosphériques.
- Pour le chrome total, une concentration 0.0014 mg/Nm3 et un flux 0.00004 g/h
- Pour le zinc, une concentration 0.0046 mg/Nm3 et un flux de 0.00012 g/h
- Pour le nickel, une concentration 0.00088 mg/Nm3 Flux 0.00002 g/h
- Pour les alcalins (exprimés en OH), une concentration 1.5 mg/Nm3 et un flux de 0.039 kg/h.

Pas d'écart constaté.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Les dernières analyses ont été réalisées le 03 octobre 2023. L'exploitant ne disposait pas des résultats le jour de l'inspection.

En 2022, les analyses ont montré un dépassement du débit nominal de l'installation (24 754 Nm3/h pour une valeur limite de 23 400 Nm3/h) ainsi que de la concentration en alcalins (55.4 mg/Nm3 pour une valeur limite de 10 mg/Nm3) et du flux en alcalins (1421 g/h pour une valeur limite de 234 g/h). Il est demandé à l'exploitant d'expliquer les causes du dépassement de la concentration en alcalins.

Pour information, l'exploitant a demandé un aménagement de la prescription concernant le débit nominal de l'installation dans le porter à connaissance déposé en novembre 2022. Il sera statué sur cette demande dans le cadre de l'instruction du porter à connaissance.

Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/07/2012, article 3.2.4.4
Thème(s) : Risques chroniques, Rejet gazeux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Rejets atmosphériques issus du traitement de surface (conduits 4 à 9) Les rejets atmosphériques issus de la chaîne de traitement de surface (zingage, phosphatation et dégraissage) respectent les valeurs limites d'émission suivantes :</p> <p>Les valeurs limites d'émission suivantes sont des valeurs moyennes journalières.</p> <p>b) conduit n°5 : sortie du laveur de la chaîne de Zingage préparation (SLETI)</p> <p>Acidité totale exprimée en H : Concentration 0.5 mg/Nm3 Flux 11.6 g/h</p> <p>Chrome total : Concentration 0.2 mg/Nm3 Flux 0.1 g/h</p> <p>Acide chlorhydrique : Concentration 30 mg/Nm3 Flux 696 g/h</p> <p>Zinc : Concentration 0.5 mg/Nm3 Flux 1 g/h</p> <p>Nickel : Concentration 0.1 mg/Nm3 Flux 1 g/h</p> <p>Alcalins (exprimés en OH) : Concentration 10 mg/Nm3 41 g/h</p> <p>Nox exprimé en équivalent NO2 : Concentration 200 mg/Nm3 4640 g/h</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection du 17 octobre 2023, il n'a pas été relevé d'écart sur cette analyse des rejets atmosphériques.</p> <p>Lors de la présente inspection, l'exploitant a présenté les résultats des analyses réalisées le 03 octobre 2024.</p> <p>Les résultats obtenus le 03 octobre 2024 montrent :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une absence de détection d'acidité totale et de NOx dans les rejets atmosphériques du conduit n°5 - Pour l'acide chlorhydrique, une concentration de 0.05 mg/Nm3 et un flux de 0.0008 kg/h - Pour le chrome total, une concentration 0.0011 mg/Nm3 et un flux 0.02 g/h - Pour le zinc, une concentration 0.0107 mg/Nm3 et un flux de 0.2 g/h - Pour le nickel, une concentration 0.004 mg/Nm3 et un flux de 0.07 g/h - Pour les alcalins (exprimés en OH), une concentration 6.3 mg/Nm3 et un flux de 0.14 kg/h. <p>Pas d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Valeurs limites d'émission Conduit n°6 NC3 – VI 21/09/21

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/07/2012, article 3.2.4.4
Thème(s) : Risques chroniques, Rejet gazeux
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 17/10/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée :

<p>Rejets atmosphériques issus du traitement de surface (conduits 4 à 9)</p> <p>Les rejets atmosphériques issus de la chaîne de traitement de surface (zingage, phosphatation et dégraissage) respectent les valeurs limites d'émission suivantes : Les valeurs limites d'émission suivantes sont des valeurs moyennes journalières.</p> <p>c) conduit n°6 : sortie du dévésiculeur de l'atelier de phosphatation ALU</p> <p>Acidité totale exprimée en H : Concentration 0.5 mg/Nm3 Flux 3.2 g/h</p> <p>Chrome total : Concentration 0.2 mg/Nm3 Flux 1.28 g/h</p> <p>Acide chlorhydrique : Concentration 30 mg/Nm3 Flux 192 g/h</p> <p>Nickel : Concentration 0.1 mg/Nm3 Flux 0.64 g/h</p> <p>Alcalins (exprimés en OH) : Concentration 10 mg/Nm3 Flux 64 g/h</p> <p>Fluorures : Concentration 2 mg/Nm3 Flux 1 g/h</p> <p>Nox exprimé en équivalent NO2 : Concentration 200 mg/Nm3 1280 g/h</p> <p>Le rejet de zinc est interdit</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection du 17 octobre 2023, il a été constaté la présence de zinc dans les rejets. L'exploitant a demandé dans son porter à connaissance à ce que ce paramètre soit introduit dans le prochain arrêté complémentaire avec une concentration de 0.1 mg/Nm3. Le porter à connaissance n'indique pas l'impact notamment sanitaire de la présence de zinc dans les rejets de l'installation ainsi que les mesures compensatoires prises pour en limiter ou compenser l'émission. Ce point fera l'objet d'une demande de complément adressée à l'exploitant dans le cadre de l'instruction de son porter à connaissance de décembre 2022.</p> <p>Lors de la présente inspection, l'exploitant a présenté les résultats des analyses réalisées le 03 octobre 2024 qui montrent :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une absence de détection d'acidité totale, d'acide chlorhydrique, de fluorures et de NOx dans les rejets atmosphériques du conduit n°6 - Pour le chrome total, une concentration 0.0027 mg/Nm3 et un flux 0.02 g/h - Pour le zinc, une concentration 0.0081 mg/Nm3 et un flux de 0.06 g/h - Pour le nickel, une concentration 0.0014 mg/Nm3 et un flux de 0.009 g/h - Pour les alcalins (exprimés en OH), une concentration 0.1 mg/Nm3 et un flux de 0.0007 kg/h. <p>Dans l'attente des compléments demandés et de l'instruction du porter à connaissance, l'écart est maintenu.</p> <p>Constat: Les rejets atmosphériques issus de la chaîne de traitement de surface conduit N°6 contiennent du Zinc.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 5 : Valeurs limites d'émission Conduit n°7 NC3 – VI 21/09/21

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/07/2012, article 3.2.4.4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rejet gazeux</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 17/10/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Rejets atmosphériques issus du traitement de surface (conduits 4 à 9)

Les rejets atmosphériques issus de la chaîne de traitement de surface (zingage, phosphatation et dégraissage) respectent les valeurs limites d'émission suivantes : Les valeurs limites d'émission suivantes sont des valeurs moyennes journalières.

d) conduit n°7 : sortie du laveur de gaz de l'atelier de phosphatation ACIER

Acidité totale exprimée en H : Concentration 0.5 mg/Nm³ Flux 3.85 g/h

Chrome total : Concentration 0.2 mg/Nm³ Flux 1.1 g/h

Acide chlorhydrique : Concentration 30 mg/Nm³ Flux 231 g/h

Nickel : Concentration 0.1 mg/Nm³ Flux 0.77 g/h

Alcalins (exprimés en OH) : Concentration 10 mg/Nm³ Flux 35 g/h

Fluorures : Concentration 2 mg/Nm³ Flux 15.4 g/h

Dioxyde de soufre : Concentration 100 mg/Nm³ Flux 770 g/h

Nox exprimé en équivalent NO₂ : Concentration 200 mg/Nm³ 1540 g/h

Le rejet de zinc est interdit

Constats :

Lors de l'inspection du 21 septembre 2021, il a été constaté un dépassement de la valeur limite en acidité totale pour le conduit n°7 et que le paramètre zinc n'a pas été analysé.

Les analyses réalisées en 2022 ne montrent pas de dépassements pour les paramètres analysés excepté la mesure d'une concentration en zinc non nulle alors que ce paramètre est interdit dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du 04 juillet 2012.

Lors de l'inspection du 17 octobre 2023, il a été constaté la présence de zinc dans les rejets.

L'exploitant a demandé dans son porter à connaissance de décembre 2022 à ce que ce paramètre soit introduit dans le prochain arrêté complémentaire avec une concentration de 0.1 mg/Nm³. Le porter à connaissance n'indique pas l'impact notamment sanitaire de la présence de zinc dans les rejets de l'installation ainsi que les mesures compensatoires prises pour en limiter ou compenser l'émission. Ce point fera l'objet d'une demande de complément adressée à l'exploitant dans le cadre de l'instruction de son porter à connaissance de décembre 2022. Lors de la présente inspection, l'exploitant a présenté les résultats des analyses réalisées le 03 octobre 2024 qui montrent :

- Une absence de détection d'acidité totale, d'acide chlorhydrique, de fluorures dans les rejets atmosphériques du conduit n°7

- Pour le chrome total, une concentration 0.001 mg/Nm³ et un flux 0.005 g/h

- Pour le zinc, une concentration 0.0012 mg/Nm³ et un flux de 0.06 g/h

- Pour le nickel, une concentration 0.0044 mg/Nm³ et un flux de 0.02 g/h

- Pour les alcalins (exprimés en OH), une concentration 0.5 mg/Nm³ et un flux de 0.002 kg/h.

Dans l'attente des compléments demandés et de l'instruction du porter à connaissance, l'écart est maintenu.

Constat: Les rejets atmosphériques issus de la chaîne de traitement de surface conduit N°7 contiennent du Zinc.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Valeurs limites d'émission Conduit n°8

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/07/2012, article 3.2.4.4
Thème(s) : Risques chroniques, Rejet gazeux
Prescription contrôlée : Rejets atmosphériques issus du traitement de surface (conduits 4 à 9) Les rejets atmosphériques issus de la chaîne de traitement de surface (zingage, phosphatation et dégraissage) respectent les valeurs limites d'émission suivantes : Les valeurs limites d'émission suivantes sont des valeurs moyennes journalières. e) conduit n°8 : sortie des effluents de la dégraisseuse GOFF Acidité totale exprimée en H : Concentration 0.5 mg/Nm3 Flux 1.95 g/h Acide chlorhydrique : Concentration 30 mg/Nm3 Flux 117 g/h Zinc : Concentration 0.5 mg/Nm3 Flux 1.95 g/h Alcalins (exprimés en OH) : Concentration 10 mg/Nm3 Flux 22 g/h Nox exprimé en équivalent NO2 : Concentration 200 mg/Nm3 780 g/h
Constats : Pour mémoire, il a été constaté la suppression de la dégraisseuse GOFF lors de l'inspection du 17 octobre 2023. Il sera proposé la suppression de ce point de rejet dans le prochain arrêté complémentaire.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Valeur limite d'émission Conduit n°9 NC3 - VI 21/09/21

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/07/2012, article 3.2.4.4
Thème(s) : Risques chroniques, Rejet gazeux
Prescription contrôlée : Rejets atmosphériques issus du traitement de surface (conduits 4 à 9) Les rejets atmosphériques issus de la chaîne de traitement de surface (zingage, phosphatation et dégraissage) respectent les valeurs limites d'émission suivantes : Les valeurs limites d'émission suivantes sont des valeurs moyennes journalières. f) conduit n°9 : sortie du laveur de gaz de l'atelier SLET1 Tonneaux Acidité totale exprimée en H : Concentration 0.5 mg/Nm3 Flux 11.75 g/h Chrome total : Concentration 0,2 mg/Nm3 Flux 1 mg/Nm3 Acide chlorhydrique : Concentration 30 mg/Nm3 Flux 705 g/h Zinc : Concentration 0.5 mg/Nm3 Flux 1 g/h Nickel : Concentration 0,1 Flux : 1 g/h Alcalins (exprimés en OH) : Concentration 10 mg/Nm3 Flux 140 g/h Nox exprimé en équivalent NO2 : Concentration 200 mg/Nm3 4700 g/h
Constats : Lors de la présente inspection, l'exploitant a présenté les résultats des analyses réalisées le 03

<p>octobre 2024 qui montrent :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une absence de détection d'acidité totale, d'acide chlorhydrique, de NOx dans les rejets atmosphériques du conduit n°9 - Pour le chrome total, une concentration 0.001 mg/Nm3 et un flux 0.002 g/h - Pour le zinc, une concentration 0.00111 mg/Nm3 et un flux de 0.2 g/h - Pour le nickel, une concentration 0.0015 mg/Nm3 et un flux de 0.03 g/h - Pour les alcalins (exprimés en OH), une concentration 3 mg/Nm3 et un flux de 0.05 kg/h. <p>Pas d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Mesures de température et pH NC4 – VI 21/09/21

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/07/2012, article 4.3.7
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 17/10/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>(...)</p> <p>Les effluents rejetés respectent également les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Température : <30 °C - pH: compris entre 5,5 et 8,5 - Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg/Pt/l
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection du 14/10/23, il a été constaté que les rapports d'analyse des eaux du point de rejet n°4 ne comportent pas les paramètres température, pH, débit et couleur et n'ont pas été présentés à l'inspection des installations classées depuis avril 2022.</p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté un rapport d'analyse des eaux réalisé par la société INOVALYS pour le point de rejet n°4 (eaux de laboratoire) daté du 17 septembre 2024. Ce rapport contient les paramètres température, pH et couleur.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Valeurs limites d'émission Rejets aqueux n°2 NC4 – VI 21/09/21

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/07/2012, article 4.3.9.1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejet dans le milieu naturel

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 17/10/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Débit de référence Maximal : 1 300 m³/j

Les concentrations mesurées sont des concentration moyenne sur 24 h. (CM24)

Le flux mesuré est le Flux maximal journalier (FMJ)

MEST : CM24 : 30 mg/l FMJ : 18 kg/j

DCO : CM24 : 250 mg/l FMJ : 150 kg/j

DBO : CM24 : 40 mg/l FMJ : 24 kg/j

Azote total : CM24 : 10 mg/l FMJ : 6 kg/j

Phosphore : CM24 : 10 mg/l FMJ : 6 kg/j

Chrome : CM24 : 0.5 mg/l FMJ : 0.3 kg/j

Nickel : CM24 : 2 mg/l FMJ : 12 kg/j

Zinc : CM24 : 2 mg/l FMJ : 12 kg/j

Cuivre : CM24 : 0.5 mg/l FMJ : 0.1 kg/j

Fer+Aluminium : CM24 : 5 mg/l FMJ : 3 kg/j

Hydrocarbures totaux : CM24 : 10 mg/l FMJ : 6 kg/j

Le rejet dans le milieu naturel de chrome hexavalent et de cadmium est interdit.

Constats :

Lors de l'inspection du 21 septembre 2021, il a été constaté un dépassement en azote au point de rejet n°2.

La dernière analyse au point n°2 a été réalisée le 07/10/2024 par le laboratoire Eurofin. L'ensemble des paramètres prescrits ont été analysés.

Elle montre un dépassement en concentration en azote global (49.1 mg/l mesuré pour une valeur limite de 10 mg/l). Ce dépassement est récurrent depuis fin 2021. L'exploitant indique dans son rapport à connaissance, analyse de son eau de forage en 2015 à l'appui, que son eau de forage comporte des composés azotés à une concentration de 17 mg/l. Il demande un aménagement de la valeur limite d'émission prescrite par l'arrêté préfectoral du 04 juillet 2012 à 50 mg/l au motif que cette valeur est celle prescrite par l'arrêté relatif aux traitements de surface du 30/06/2006. Il explique ce changement par l'emploi d'acide nitrique pour diminuer l'apport en zinc. Au vu du changement de procédé ayant conduit à ce rejet, considérant que ce rejet se fait dans le réseau d'eaux pluviales communales dont l'exutoire est le Loir et que l'augmentation du taux d'azote global est importante, cette modification nécessite l'actualisation de l'étude d'impact. Cette demande de complément sera notifiée à l'exploitant par courrier.

Les résultats en concentration de cette analyse est le suivant :

MEST : 5 mg/l

DCO : 51 mg/l

DBO : 18 mg/l

Azote total : 49.1 mg/l

Phosphore : 0.27 mg/l

Chrome : CM24 : 0.017 mg/l

Nickel : CM24 : 2 mg/l

<p>Zinc : 0.367 mg/l Cuivre : 0.088 mg/l Fer+Aluminium : 0.133 mg/l et 0.024 mg/l Hydrocarbures totaux : 0.12 mg/l Cd < 0.001 mg/l As < 0.005 mg/l CN < 0.01 mg/l Hg < 0.05 mg/l Dans le cadre de l'action RSDE, le Tri-Halo méthane, les COV et les composés benzéniques ont été analysés et sont en dessous des limites de détection.</p> <p>Écart constaté : la concentration en azote global dépasse les valeurs limites prescrites à l'arrêté préfectoral du 04 juillet 2012 et l'absence d'impact dans le milieu de rejet de ce dépassement n'est pas démontrée.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 10 : Valeurs limites d'émission Rejets aqueux n°3 NC4 – VI 21/09/21

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/07/2012, article 4.3.9.2
Thème(s) : Risques chroniques, Rejet interne
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 17/10/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Rejets n°3 d'eau résiduaire industrielle en sortie de station de détoxification : Débit de référence Maximal : 600 m3/j Les concentrations mesurées sont des concentration moyenne sur 24 h. (CM24) Le flux mesuré est le Flux maximal journalier (FMJ) PH 6.5 à 9 MEST : CM24 : 30 mg/l FMJ : 18 kg/j DCO : CM24 250 mg/l FMJ :150 kg/j Nitrite : CM24 20 mg/l FMJ : 12 kg/j Nickel : CM24 2 mg/l MJ : 112 kg/j AOX : CM24 0.5 mg/l FMJ : 0,3 kg/j Zinc : CM24 2 mg/l FMJ : 12 kg/j Chrome : CM24 0.5 mg/l FMJ : 0.3 kg/j Cuivre : CM24 0.5 mg/l FMJ : 0.1 kg/j Fluorure : CM24 15 mg/l FMJ :1 kg/j</p>

<p>Azote total : CM24 10 mg/l FMJ : 6 kg/j Phosphore : CM24 10 mg/l FMJ : 6 kg/j Fer + Aluminium : CM24 5mg/l FMJ : 3 kg/j Indice hydrocarbure : CM24 5mg/l FMJ : 3 kg/j Le rejet dans les eaux résiduaires en sortie de station de détoxification de chrome VI, de cyanures, de cadmium et de tributylphosphate est interdit.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection du 21 septembre 2021 il a été constaté la présence de chrome hexavalent, de cyanure et de tributylphosphates dans les rejets du point n°3. Il a également été relevé à cette occasion le dépassement des valeurs limites de concentration pour l'azote global, les nitrites et l'indice hydrocarbure. Les flux journaliers et débits n'ont pas été indiqués dans les analyses. Les nonylphénols n'ont pas été analysés dans les rejets industriels de l'établissement.</p> <p>Dans le cadre de son porter à connaissance de novembre 2022, l'exploitant demande à disposer de la possibilité de mesurer le chrome hexavalent, les cyanures, le cadmium et le tributylphosphate avec les valeurs limites d'émission définie dans l'arrêté ministériel du 30/06/2006 relatif au traitement de surface.</p> <p>Dans ce cas, il appartient à l'exploitant de démontrer l'absence d'impact pour ces nouvelles substances (chrome hexavalent, les cyanures et le tributylphosphate).</p> <p>Ce point devra donc être abordé dans le cadre de la révision de l'étude d'impact de l'installation. Les différentes analyses au point de rejet n°3 montrent un dépassement en concentration en azote total récurrent depuis fin 2021 alors que le dépassement de l'indice hydrocarbures a été ponctuel. L'exploitant indique dans son porter à connaissance, analyse de son eau de forage en 2015 à l'appui, que son eau de forage comporte des composés azotés à une concentration de 17 mg/l. Il demande un aménagement de la valeur limite d'émission prescrite par l'arrêté préfectoral du 04 juillet 2012. Au vu du changement de procédé ayant conduit à ce rejet, considérant que ce rejet se fait dans le réseau d'eaux pluviales communales dont l'exutoire est le Loir et que l'augmentation du taux d'azote global est importante, cette modification nécessite l'actualisation de l'étude d'impact.</p> <p>Cette demande de complément sera notifiée à l'exploitant par courrier.</p> <p>Il n'a pas été demandé à l'exploitant lors de l'inspection de faire le point sur les analyses du paramètre nonylphénols. Ce point sera abordé lors d'une prochaine inspection. L'exploitant a répondu dans le cadre des suites de l'inspection du 21 septembre 2021 que le nonylphénol a été recherché et non trouvé. L'exploitant souhaite donc l'abandon de ce paramètre. Il appartient à l'exploitant de démontrer que la surveillance pérenne du nonylphénol peut être arrêtée dans le cadre de l'action de recherche de substances dangereuses dans le milieu aquatique.</p> <p>Écart constaté :</p> <ul style="list-style-type: none"> - du chrome hexavalent, des cyanures, du cadmium et du tributylphosphate sont mesurés dans les rejets alors que ce n'est pas prescrit par l'arrêté préfectoral d'autorisation; - l'exploitant n'a pas fourni la preuve que la surveillance du nonylphénol peut être abandonnée au titre de la surveillance pérenne dans le cadre de l'action RSDE ; - les analyses montrent un dépassement des valeurs-limites en azote global.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>

N° 11 : Vitesse d'éjection des gaz NC5 – VI 21/09/21

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/07/2012, article 3.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions générales de rejet
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 17/10/2023• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : Vitesse mini d'éjection en m/s : Conduit n°1 : 5 Conduit n°2 : 18,5 Conduit n°4 : 8,2 Conduit n°5 : 8,2 Conduit n°6 : 11,8 Conduit n°7:14,5 Conduit n°8 : 6,1 Conduit n°9 : 11
Constats : Lors de l'inspection du 21 septembre 2021, il a été constaté que la vitesse d'éjection n'est pas respectée pour les conduits 1, 2, 7 et 9. Dans son porter à connaissance de novembre 2022, l'exploitant indique que les valeurs prescrites dans l'arrêté préfectoral de 2012 sont fondées sur des valeurs indiquées dans le dossier d'autorisation basé sur une campagne d'analyse des rejets atmosphérique de 2007. L'exploitant demande une modification des valeurs limites de la vitesse d'éjection dans le porter à connaissance. Dans ce cadre, il sera demandé à l'exploitant d'actualiser l'étude d'impact du site au regard des différentes mesures réalisées depuis 2007 et notamment l'impact sanitaire pour démontrer que la modification envisagée n'a pas de conséquence sur l'environnement et la santé humaine. Ce point fera l'objet d'une demande de complément par courrier adressé à l'exploitant. Ce point n'a pas été abordé de nouveau lors de la présente inspection. La non-conformité est maintenue dans l'attente de l'instruction du PAC.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 12 : Produits incompatibles NC6 – VI 21/09/21

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/07/2012, article 7.6.5
Thème(s) : Risques chroniques, Produits incompatibles
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 17/10/2023

- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs installés en fosse maçonnée ou assimilés, et pour les liquides inflammables dans le respect des dispositions du présent arrêté. L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs installés en fosse maçonnée ou assimilés, et pour les liquides inflammables dans le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté.

Constats :

Lors de l'inspection du 21 septembre 2021, il a été constaté que la fosse de rétention de l'atelier de traitement de surface ("chaîne tonneaux") associe des récipients contenant des produits incompatibles. En effet, il existe au niveau de la chaîne tonneaux le risque de mélange acide chlorhydrique/soude dans la rétention en cas de déversement accidentel. L'exploitant indique dans le porter à connaissance de 2022, dans la partie complément à l'étude de dangers, que le risque est essentiellement une augmentation de chaleur liée à la réaction fortement exothermique "acide/base". Le risque est néanmoins limité selon l'exploitant notamment dans la mesure où seule une petite partie de la deuxième cuve (qui a également sa propre rétention) se trouve au dessus de la rétention de la première cuve. Pour remédier à cette situation, l'exploitant envisage un système de gouttière pour diriger les écoulements de la deuxième cuve vers sa rétention en cas de déversement accidentel. Il ne souhaite pas toucher au gros oeuvre pour des questions de coût et de technicité.

Lors de l'inspection du 17/10/2023, il a été constaté que la fosse de rétention de l'atelier de traitement de surface ("chaîne tonneaux") associe des récipients contenant des produits incompatibles, la gouttière n'ayant pas été installée.

La situation n'a pas évolué en 2024.

Écart constaté : La fosse de rétention de l'atelier traitement de surface ("Chaîne Tonneaux") associe des cuves contenant des produits incompatibles.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 4 mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/07/2012, article 7.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Zonage ATEX et consignes
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 17/10/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée. Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.</p> <p>La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci.</p> <p>Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.</p>
Constats : <p>Lors de la dernière inspection, l'exploitant n'a pas présenté de plan de zonage ATEX. Le dossier de porter à connaissance de décembre 2022 indique les risques présentés par les différentes parties de l'usine mais les zones 0, 1, 2 ou 20, 21 et 22 de la réglementation ATEX ne sont pas indiquées sur un plan dit "Plan atex".</p> <p>Écart constaté : Lors de la présente inspection, l'exploitant n'a pas présenté de plan où apparaissent les zones ATEX.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 60 jours

N° 14 : Débit des poteaux incendie NC8 – VI 21/09/21

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/07/2012, article 7.7.3
Thème(s) : Risques accidentels, APMD 06/12/21 article 2
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 17/10/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée :

<p>L'établissement dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :</p> <p>[...] - un réseau fixe d'eau incendie constitué de 5 poteaux incendie protégés contre le gel. Ces prises d'eau sont munies de raccords normalisés et adaptés aux moyens d'intervention des services d'incendie et de secours. Le bon fonctionnement de ces prises d'eau est périodiquement contrôlé. Les débits des 5 poteaux incendie sont les suivants :</p> <p>N°721: 132 m3/h N°722 : 120 m3/h N°723 :90 m3/h N°724:135 m3/h N°725: 165 m3/h [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection du 21 septembre 2021, il a été constaté que le débit mesuré des poteaux incendie n°721, 722, 723 et 724 est inférieur au débit prescrit pour chacun de ces équipements. Dans le cadre du porter à connaissance déposé en novembre 2022, il est proposé une nouvelle gestion des réserves d'eaux d'extinction d'incendie qui a été présentée au SDIS avant le dépôt du porter à connaissance. Le constat de 2021 est conservé en attendant l'instruction du porter à connaissance. Une consultation formelle du SDIS est prévue dans le cadre de l'instruction du dossier.</p> <p>La mention que le débit des poteaux incendie n'est pas conforme est conservé pour mémoire.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>

N° 15 : Programme d'action D1 – VI 21/09/21

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/06/2013, article 4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, RSDE</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 17/10/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant fourni au préfet sous 6 mois à compter de la notification du présent arrêté un programme d'actions dont la trame est définie à l'annexe 3 de la note DGPR du 27 avril 2011 intégrant les substances suivantes au rejet n°2, eaux industrielles : Zinc et ses composés (Code Sandre 1383), Cuivre et ses composés (Code Sandre 1392), Chrome et ses composés (Code Sandre 1389), Nickel et ses composés (Code Sandre 1386), Nonylphénols (Code Sandre 6598).</p> <p>Les substances visées ci dessus dont aucune possibilité de réduction accompagnée d'un échéancier de mise en œuvre précis n'aura pu être présentée dans le programme d'action devront faire l'objet de l'étude technico-économique prévue à l'article 5.</p>

<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection du 21 septembre 2021, il a été demandé à l'exploitant de remettre son programme d'action RSDE actualisé conformément à l'annexe 3 de la note DGPR du 27/04/2011. Cette demande a été reconduite lors de l'inspection de 2022.</p> <p>Lors de l'inspection du 17/10/2023, l'exploitant n'a pas remis le programme d'action RSDE actualisé conformément à l'annexe 3 de la note DGPR du 27/04/2011.</p> <p>Le jour de la présente inspection, ce programme d'action n'a pas été remis à l'inspection des installations classées. Ce point sera traité dans le cadre de l'instruction du porter à connaissance déposé en 2022.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 16 : Conformités des installations électriques D3 – VI 21/09/21

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/07/2012, article 7.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle périodique
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 17/10/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art. Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine. Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection de 2022, il a été constaté que les installations électriques ne présentent pas de risques d'incendie et d'explosion.</p> <p>L'exploitant ne disposait pas du Q18 établi en 2023.</p> <p>Lors de la présente inspection, le Q18 du 18/10/2024 a été présenté. Il indique que l'installation ne présente pas de risque d'incendie et d'explosion.</p> <p>Pas d'écart constaté</p>
Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/07/2012, article 7.7.2
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 17/10/2023• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant justifie, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Les portes coupe-feu, les systèmes de détection incendie font l'objet d'une vérification au minimum semestrielle de leur bon état de fonctionnement. Les extincteurs, les RIA, les exutoires de fumée, les poteaux incendies font l'objet d'une vérification au minimum annuelle de leur bon état de fonctionnement. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.</p>
Constats : <p>Lors de l'inspection du 21 septembre 2021, il a été demandé à l'exploitant de transmettre les commandes concernant :</p> <ul style="list-style-type: none">- les travaux permettant la résorption de la défektivité résiduelle reportée sur l'attestation Q18 de l'année 2020;- les travaux permettant la résorption des défektivités concernant ses RIA et son système de désenfumage. <p>Le rapport de contrôle des trappes de désenfumage du 23 juillet 2021 faisait état de 20 équipements en défaut. L'exploitant a présenté une demande d'intervention de janvier 2022 à un prestataire extérieur pour 6 trappes.</p> <p>L'exploitant a fourni le rapport du 28/11/2023 réalisé par la société CHUBB qui montre que 25 RIA sont en bon état et 10 en prise de pression impossible.</p> <p>Le jour de l'inspection la société CHUBB était en intervention pour réparer les RIA. Il est demandé à l'inspection de fournir le rapport de contrôle des RIA démontrant leur remise en conformité.</p> <p>L'exploitant a présenté le rapport de contrôle des extincteurs réalisés par la société CHUBB le 27/11/2023. Le rapport indique que 497 extincteurs sont en bon état et que 38 ont été remplacés car ayant plus de 10 ans.</p> <p>L'exploitant a fourni le rapport de contrôle des portes coupe-feu réalisé par la société CHUBB le 08/11/2023.</p> <p>Le rapport indique que 3 portes ne sont pas fonctionnelles (1 à changer et 2 à régler). L'exploitant n'a pas présenté le devis de réparation le jour de l'inspection.</p> <p>La porte coupe-feu 2022998366 entre les chaînes "Tonneaux" et "Cadres" a été testée le jour de l'inspection. La porte se ferme correctement sans jour.</p> <p>Le jour de l'inspection le rapport de contrôle des trappes de désenfumage n'a pas été présenté. La conformité de l'installation de désenfumage n'a pas été démontrée.</p> <p>Écart constaté : L'exploitant n'a pas fourni le rapport de contrôle des trappes de désenfumage</p>

démontrant leur bon fonctionnement. Les portes coupe-feu n'étaient pas en état de bon fonctionnement le jour de l'inspection. La preuve du bon fonctionnement de l'ensemble des RIA n'a pas été apportée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 60 jours

N° 18 : Sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Champs d'exclusion
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 :</p> <p>1° Les installations nécessaires aux activités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • captage, traitement et distribution d'eau destinée à la consommation humaine (eau potable) ou d'eaux conditionnées (eau de source, eau rendue potable par traitements, eau minérale naturelle) ; • captage, traitement et distribution d'eau destinée aux établissements de santé, aux établissements et aux services sociaux et médico-sociaux ; • alimentation en eau pour l'abreuvement, la santé, la survie et le bien-être des animaux et le respect des règles sanitaires liées aux animaux ; • transformation agroalimentaire en flux poussé : transformation ou conditionnement en produits et ingrédients destinés à l'alimentation humaine et animale de matières premières d'origine agricole périssables à l'état frais, qui ne sont pas à l'état congelé, et dont la transformation ne peut être différée ; • production, distribution et cogénération d'électricité ; • production et distribution d'énergie produite à partir de sources renouvelables mentionnées à l'article L. 211-2 du code de l'énergie ; • production de médicaments d'intérêt thérapeutique majeur et leurs principes actifs ou de médicaments contribuant à une politique de santé publique définie par le ministre chargé de la santé ; • collecte, tri, transit, regroupement et traitement de déchets dangereux et non dangereux ; • nettoyage des textiles utilisés au sein d'établissements de santé ; <p>2° Les exploitants des établissements ayant réduit leur prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018 ;</p> <p>3° Les exploitants des établissements utilisant au moins 20 % d'eaux réutilisées par rapport à leur prélèvement d'eau, sous réserve du respect des exigences sanitaires et environnementales en vigueur ;</p> <p>4° Les exploitants des établissements nouvellement autorisés ou enregistrés depuis le 1er janvier 2023.</p>

Constats :

L'exploitant indique qu'il a réduit son prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018 le faisant entrer dans le champs des exceptions de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023.

Année	2018	2019	2020	2021	2023	2024
F o r a g e (m 3 / a n)	208 994	65 170	48931	146 012	48391	55173
A . E . P . (m 3 / a n)	6 558	5 951	5 596	6 160	3 090	4 792
T o t a l (m 3 / a n)	215 552	71 121	54 527	152 172	51 481	59 965

Les chiffres de 2018 à 2021 proviennent du porter à connaissance de 2022. Les chiffres de 2023 et 2024 proviennent de GEREP.

L'exploitant a bien réduit sa consommation de 20 % selon les informations fournies dans le porter à connaissance et dans GEREP.

Il ne semble pas soumis à l'arrêté du 30 juin 2023. Il reste cependant soumis à l'arrêté préfectoral complémentaire du 12 juillet 2024.

Type de suites proposées : Sans suite